

ALGER

Extract of Alger républicain

الجزائر
الجمهورية
الجمهورية

<http://alger-republicain.com/Les-gardes-communaux-preparent-une.html>

Les gardes communaux préparent une nouvelle marche le 4 janvier prochain

- Luttés sociales en Algérie -

Publication date: lundi 17 décembre 2012

Description:

Article publié in El Watan

par Amar Fedjghi

14.12.12

• -----

Les gardes communaux préparent une nouvelle marche le 4 janvier prochain

Les gardes communaux prévoient, une fois encore, d'organiser une marche le 4 janvier prochain. Réagissant au manque de sérieux dans la prise en charge de leur dossier et revendications socioprofessionnelles, par les autorités, ils ont décidé de relancer leur mouvement de protestation.

Les préoccupations de ce corps s'articulent également autour de la prise en charge des victimes du terrorisme, le devenir des gardes communaux licenciés abusivement et ceux en proie à des poursuites judiciaires en raison de leurs participations aux mouvements de protestations.

Alger républicain

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Les gardes communaux prévoient, une fois encore, d'organiser une marche le 4 janvier prochain. Réagissant au manque de sérieux dans la prise en charge de leur dossier et revendications socioprofessionnelles, par les autorités, ils ont décidé de relancer leur mouvement de protestation.

Les préoccupations de ce corps s'articulent également autour de la prise en charge des victimes du terrorisme, le devenir des gardes communaux licenciés abusivement et ceux en proie à des poursuites judiciaires en raison de leurs participations aux mouvements de protestations.

Alger républicain

Les gardes communaux ne baissent pas les bras. Ils comptent investir de nouveau la rue.

Cette décision a été prise par les délégués des gardes communaux venus de 36 wilayas du pays, à l'issue d'une réunion organisée, jeudi dernier, à Alger.

Dans un communiqué sanctionnant les travaux de cette rencontre, qualifiée d'urgente, les membres de la Coordination nationale de la garde communale ont estimé que l'administration chargée de la gestion du dossier a failli à sa mission. Se sentant lésés dans leurs droits, ils ont décidé d'organiser une marche le 4 janvier prochain.

Baptisée « Front national de la décennie noire », cette action de protestation, à laquelle vont prendre part des militants des droits de l'homme et des avocats, « est l'unique moyen pour faire valoir nos droits », a estimé Lahlou Aliouat qui s'est déplacé, hier, à notre bureau régional de Bouira.

Selon lui, « l'urgence est de revoir la gestion de notre dossier de fond en comble. Les mesures prises par le ministère de l'Intérieur, à propos de notre cas, sont superficielles et confrontées aux problèmes de lois. Nous sommes victimes de la législation du travail. Nous étions recrutés par l'administration locale et gérés par le ministère de la Défense nationale (MDN), nous étions soumis à un régime militaire ».

Notre interlocuteur a dévoilé que la situation sécuritaire à travers plusieurs régions du pays s'est nettement dégradée, et ce, suite à des opérations de délocalisation des détachements de la garde communaux entrant dans le cadre de la dissolution de ce corps paramilitaire, en citant l'exemple de la wilaya de Bouira, où des groupes terroristes ont fait leur apparition dans plusieurs localités, notamment à Ahnif, Assif Assemath, Cheréa, Ouled Rached et Ath Mansour. Où des groupes terroristes avaient dressé des faux barrages.

Selon lui, les gardes communaux et leurs familles sont exposés au risque terroriste. D'autres points ont été également soulevés par les délégués des wilayas ayant pris part à cette réunion. Il s'agit, entre autres, du cas des éléments licenciés abusivement, des victimes du terrorisme et des poursuites judiciaires engagées à l'encontre de gardes communaux ayant pris part à des mouvements de protestation.

Notons par ailleurs que plusieurs mouvements de protestation ont été enregistrés la semaine dernière à travers les wilayas de Annaba, Aïn Defla, Batna. Des sit-in de protestation ont été organisés devant les sièges des wilayas citées. « D'autres actions du genre auront lieu, lundi prochain, au niveau des wilayas de Tizi Ouzou, Béjaïa et Tiaret », a précisé M. Aliouat. Les gardes communaux ne baissent pas les bras.

Ils comptent investir de nouveau la rue.

Cette décision a été prise par les délégués des gardes communaux venus de 36 wilayas du pays, à l'issue d'une réunion organisée, jeudi dernier, à Alger.

Dans un communiqué sanctionnant les travaux de cette rencontre, qualifiée d'urgente, les membres de la Coordination nationale de la garde communale ont estimé que l'administration chargée de la gestion du dossier a failli à sa mission. Se sentant lésés dans leurs droits, ils ont décidé d'organiser une marche le 4 janvier prochain.

Baptisée « Front national de la décennie noire », cette action de protestation, à laquelle vont prendre part des militants des droits de l'homme et des avocats, « est l'unique moyen pour faire valoir nos droits », a estimé Lahlou Aliouat qui s'est déplacé, hier, à notre bureau régional de Bouira.

Selon lui, « l'urgence est de revoir la gestion de notre dossier de fond en comble. Les mesures prises par le ministère de l'Intérieur, à propos de notre cas, sont superficielles et confrontées aux problèmes de lois. Nous sommes victimes de la législation du travail. Nous étions recrutés par l'administration locale et gérés par le ministère de la Défense nationale (MDN), nous étions soumis à un régime militaire ».

Notre interlocuteur a dévoilé que la situation sécuritaire à travers plusieurs régions du pays s'est nettement dégradée, et ce, suite à des opérations de délocalisation des détachements de la garde communaux entrant dans le cadre de la dissolution de ce corps paramilitaire, en citant l'exemple de la wilaya de Bouira, où des groupes terroristes ont fait leur apparition dans plusieurs localités, notamment à Ahnif, Assif Assemath, Cheréa, Ouled Rached et Ath Mansour. Où des groupes terroristes avaient dressé des faux barrages.

Selon lui, les gardes communaux et leurs familles sont exposés au risque terroriste. D'autres points ont été également soulevés par les délégués des wilayas ayant pris part à cette réunion. Il s'agit, entre autres, du cas des éléments licenciés abusivement, des victimes du terrorisme et des poursuites judiciaires engagées à l'encontre de gardes communaux ayant pris part à des mouvements de protestation.

Notons par ailleurs que plusieurs mouvements de protestation ont été enregistrés la semaine dernière à travers les wilayas de Annaba, Aïn Defla, Batna. Des sit-in de protestation ont été organisés devant les sièges des wilayas citées. « D'autres actions du genre auront lieu, lundi prochain, au niveau des wilayas de Tizi Ouzou, Béjaïa et Tiaret », a précisé M. Aliouat

Amar Fedjkhi

in El Watan

14.12.12